

4 L'agriculture et l'économie

4.1 - L'évolution des économie nationales en 1999

L'année 1998 avait été marquée par les conséquences de la crise asiatique de 1997. L'année 1999 se présente globalement sous de meilleurs auspices, avec une croissance mondiale retrouvée, la locomotive américaine suppléant un Japon toujours convalescent. La croissance mondiale reprend, cependant des signes de tension commencent à se faire sentir sur le marché de hydrocarbures.

Pour quatre des cinq pays méditerranéens de l'Union Européenne, l'année 1999 a également débuté par la mise en œuvre effective de la monnaie unique . L'Espagne, la France, l'Italie et le Portugal appartiennent donc maintenant à la zone Euro. Depuis le 1^{er} janvier 1999, leurs monnaies ne sont plus que des fractions de la monnaie unique européenne⁹.

La baisse de l'Euro par rapport aux autres grandes monnaies (le Dollar, mais aussi la Livre Sterling) a atteint -15 % en 1999 par rapport au \$. Une conséquence a été l'amélioration de la compétitivité extérieure des produits. Inversement, elle s'est aussi traduite par un supplément de hausse du prix du pétrole et du gaz importés. En 1999, les effets de cette hausse ont cependant encore été modérés.

L'admission dans la zone Euro impliquait au départ de la part des pays candidats la satisfaction de critères macro-économiques (les « critères de convergence »). Ce respect n'est plus considéré maintenant comme une condition d'appartenance à cette zone, la substitution de l'Euro aux monnaies nationales étant en principe irréversible. On fait en revanche l'hypothèse que l'Union monétaire aura pour effet de maintenir cette convergence des politiques macro-économiques, et permettra donc que ces critères continuent à être respectés à l'avenir. Ceux-ci portent sur l'inflation, le déficit public, la dette publique, les taux d'intérêt et la balance des paiements.

En 1999, les quatre pays ont continué à avoir un fonctionnement macro-économique conforme à ces critères, avec en particulier un taux d'inflation très bas, et des comptes publics se rapprochant de l'équilibre, ce qui a été facilité par la croissance économique. Dans le cas du Portugal, en particulier, la baisse considérable des taux d'intérêt nécessitée par cette adhésion à l'union monétaire a eu des conséquences très favorables sur les investissements en agriculture. Les taux

⁹ **EURO : taux de conversion**

1 € = 166,386 Pesetas

1 € = 6,55957 Francs Français

1 € = 200,482 Escudos

1 € = 1936,27 Lires

1 € = 340,750 Drachmes

de croissance et d'inflation des quatre pays sont maintenant très proches, et ne connaissent pas de variations importantes d'une année à l'autre.

En **France**, en 1999, les grands indicateurs de l'économie se maintiennent à un niveau satisfaisant. La croissance s'est poursuivie sur les bases de l'année précédente, le PIB progressant de 2,9 % (3,1 % en 1998), et la consommation des ménages de 2,2 % (contre 3,1 %).

Les créations d'emplois ont été exceptionnelles (+400 000, soit +2,2 %) si on les compare aux années antérieures. L'emploi dans l'industrie a cette année comme la précédente connu une légère hausse. Certes cette augmentation est très faible, (+0,2 %), mais c'est bien un événement significatif après plusieurs décennies de baisse régulière. Les effets de la croissance économique se sont en France conjugués à ceux des politiques économiques spécifiques, et en particulier de la loi sur la semaine de 35 heures, qui semble avoir eu des effets en particulier dans l'industrie.

L'importance de la création d'emplois en 1999 a eu des effets positifs sur les revenus et la consommation ; il a surtout eu une conséquence majeure dans le domaine social : un nouveau recul du chômage, qui est passé de janvier à décembre 1999 (définition BIT) de 3 à 2,8 millions de personnes. (Il est enfin redescendu sous la barre symbolique des 10 % de la population active en avril 2000).

De même, l'économie **portugaise** a connu à nouveau un taux de croissance de son PIB élevé (+3,1 %, après les +3,7 % de 1998). Toutes les prévisions pour les années à venir tablent même sur une accélération de cette croissance. En 1999, l'agriculture a contribué significativement à cette hausse, après deux années consécutives de baisse de la production.

La consommation des ménages, qui avait connu ces dernières années une hausse très élevée, augmente toujours, mais à un rythme relativement plus lent (+4,6 %), compensé par une hausse des investissements. Si ce ralentissement se confirme, on pourra également envisager un ralentissement de la croissance des importations, qui constitue une des principales menaces pesant sur l'économie portugaise, pays dont la balance commerciale présente un solde négatif.

Conséquence de cette croissance, une amélioration de la situation de l'emploi. Le taux de chômage, déjà bas antérieurement, s'établit maintenant à 4,4 %, moyenne de 1999.

Les chiffres **espagnols** sont très comparables, avec une croissance économique de 3,7 % en 1999. L'Espagne a profité pleinement de la croissance économique mondiale, et ce bon résultat a touché à la fois la consommation et l'investissement, avec une hausse de la consommation des ménages de 3,7 %, de l'investissement brut de 9 %. Il faut noter en contrepartie une hausse importante des importations.

Cette année encore, l'emploi en Espagne s'est accru de façon importante, avec 450 000 créations nettes, soit +3,2 %, chiffre presque aussi élevé qu'en 1998. Le chômage continue de régresser dans ce pays, mais il est toujours le plus élevé de l'Union Européenne avec un taux qui atteint 15,7 % (contre 18,9 % en 1998). On sait cependant que le sous-emploi en Espagne possède des caractéristiques spécifiques. En particulier, l'existence d'emplois précaires ou de sous emploi en agriculture contribuent à gonfler ce chiffre. Ainsi, en 1999, on compte 207 000 chômeurs dans le secteur primaire, soit 20 % de l'emploi total de ce secteur.

En 1999, le PIB de l'**Italie** a connu un taux de croissance nominal de 2,9%, inférieur aux taux des années précédentes (environ 4 %). Toutefois, en termes réels, la croissance (évaluée aux prix constants de 1995) n'a été que de 1,4 %, identique à celle de l'année précédente.

Ce taux modeste s'explique par des facteurs internes et externes. Les facteurs internes sont le ralentissement de la croissance de la valeur ajoutée globale (1,3 % en 1999 contre 1,6 % en 1998, en prix constants) et le ralentissement de la consommations des ménages (1,7 % en 1999 par rapport à 2,3 % en 1998). Comme facteurs externes, on peut citer les politiques restrictives tendant à maintenir le niveau de la dette publique dans les limites admises par la politique monétaire européenne et la baisse des exportations. La part des produits italiens dans les exportations de l'ensemble des pays de l'Union Economique et Monétaire (les 11) est passée de 15,6 % de 1997 à 14 % en 1999 : l'Italie a profité moins que les autres de la baisse de l'Euro. Le seul facteur positif a été la progression des investissements qui ont augmenté de 5,6 % à prix courants et de 4,3 % à prix constants par rapport à l'année dernière.

Du point de vue sectoriel, la principale contribution à l'expansion de la richesse nationale est cette année fournie par le secteur agricole, qui connaît une croissance significative par rapport à 1998 (en valeur ajoutée, +3,1 % à prix courants et +5,1 % à prix constants), et maintient à 3,2 % son poids relatif dans la formation de la valeur ajoutée globale. Les secteurs des services et de l'industrie enregistrent, au contraire, une diminution de leurs taux de croissance (qui s'établissent respectivement à 1 % et 1,6 %).

Malgré la faible croissance de l'activité économique, le taux de chômage (11,5 % de la population active) a baissé de 1 % grâce à la croissance de l'emploi dans les services (+2 %). L'emploi agricole continue à diminuer (-5,6 %) mais représente encore 5,9 % de l'emploi total. L'emploi dans l'industrie stagne, et représente environ 29 % de l'emploi total.

Pour ce qui est de l'évolution de la demande en 1999, on a déjà signalé la faible croissance de la consommation des ménages. En ce domaine, on signalera l'évolution très faiblement négative de la consommation alimentaire (-0,01 % par rapport à 1998 en monnaie constante), les dépenses en ce domaine ne représentant plus que 15 % des consommations totales des ménages et environ 9 % du PIB.

Pour la troisième année consécutive, le solde de la balance commerciale a diminué considérablement. Pour l'année 1999, les importations ont cru de 4,1 % en prix courants et de 3,3 % en prix constants à cause surtout de l'appréciation du Dollar et de la hausse des prix des matières premières. Les exportations ont subi un fléchissement tant en termes courants (-1,7 %) qu'en termes constants (-0,7). Ces dernières, en forte baisse la première moitié de 1999, se sont redressées ensuite grâce aux achats des pays extra-européens (encouragées par la dépréciation de l'Euro), particulièrement en produits alimentaires (+1,8 %).

La **Grèce** ne faisait pas partie en 1999 de la zone Euro. Les efforts, en particulier budgétaires, qu'elle a réalisés pour s'en rapprocher n'ont pas eu d'effets négatifs sur la croissance, qui était restée très élevée. En 1999, elle est proche du but¹⁰, et la bonne santé de l'économie se confirme. En juin 1999, son économie nationale satisfait quatre des cinq critères de convergence du Traité de Maastricht. Entre 1993 et 1999, elle a réduit :

- le déficit budgétaire de 13,6 % du PIB à 1,5 %
- la dette publique de 110,1 % du PIB à 104,2 %
- le taux annuel d'inflation de 14,4 % à 3,1 %

Le taux de croissance réelle annuel du PIB en 1999 s'est approché de 3,5 %, taux bien plus élevé que ceux réalisés au début des années 1990. L'année 1999 a ainsi été la sixième année consécutive de forte croissance. Trois facteurs ont contribué à cette croissance : la demande (3,9 %), l'investissement en capital fixe et la consommation privée qui ont augmenté respectivement de 8,3 % et 2,6 %. Il est prévu que ces taux de croissance se maintiendront à l'avenir du fait de l'augmentation des capacités de production (grâce aux investissements récents), de la baisse des taux d'intérêt prévus, et du démarrage du troisième Cadre de Soutien Communautaire 2000-2006 (qui apportera fonds importants pour l'investissement).

Pour les autres pays, les évolutions ont été beaucoup moins régulières. En particulier, la croissance économique des pays du sud de la Méditerranée a été, en moyenne, relativement modeste.

La **Tunisie** enregistre le meilleur taux de croissance (6,2 %), suivie de l'**Egypte** (6 %) et de l'**Algérie** (3,2 %), le **Maroc** connaissant un taux négatif (-0,7 %). Ces résultats s'expliquent pour les deux derniers pays par une très mauvaise année agricole (au Maroc, le taux de croissance de la production agricole est négatif, et atteint presque -20 % !), par des prix très faibles (en moyenne annuelle) des produits pétroliers et miniers exportés et par les faibles performances des autres secteurs de l'économie. A contrario, le taux de croissance de la Tunisie s'explique à

¹⁰ Qui sera finalement atteint en 2000. L'entrée dans la zone Euro est fixée au 1^{er} janvier 2001, et le taux fixe de conversion, à partir du 1^{er} juin 2000, est :
1 € = 340,750 Drachmes

la fois par une bonne année agricole et par des résultats corrects dans la croissance des secteurs autres que l'agriculture. Quant à l'Egypte, son taux de croissance économique est moins le résultat des performances de son agriculture (le taux de croissance de ce secteur n'est que de 3,7 %) que celui des performances des autres secteurs. Ainsi, peut-on dire que les économies des pays du sud de la Méditerranée continuent de dépendre fortement, plus que ceux du nord, des aléas climatiques et/ou des aléas du marché mondial.

Le taux de l'inflation a été relativement bien maîtrisé par les pays considérés. La diminution du taux a été générale, avec des résultats spectaculaire au Maroc (0,7 % en 1999 !) et en Algérie où le taux est passé de 6,2 en 1998 à 2,1 % en 1999. Sur ce plan, on peut donc dire que les programmes d'ajustement structurels (passés ou actuels) continuent à atteindre leurs objectifs.

Tous les pays connaissent un important problème de chômage. En Tunisie, le taux de chômage est estimé autour de 16 % en 1999. Un programme spécial pour l'emploi des jeunes a été mis en place en 1999 sous la forme d'un « Fonds National de l'Emploi » destiné à résorber le chômage par des actions de reconversion, de formation ou d'aide à la création de petites entreprises privées. Le Maroc a vu le chômage urbain (le seul qui soit estimé officiellement) croître de 17 à 22 % de 1997 à 1999. En Algérie, le taux du chômage total passe de 28,6 à 29 % entre 1998 et 1999. La pauvreté, consécutive au phénomène précédent, atteint des populations nombreuses. D'après la Banque Mondiale, la population se trouvant en dessous de la ligne de pauvreté serait de 19 % au Maroc, 22,9 % en Egypte. En Algérie, le seuil de pauvreté supérieur est atteint par 22,6 % de la population en 1995.

L'**Albanie** présente en 1999, pour la deuxième année consécutive, un taux de croissance de l'économie soutenue (8 %) et un taux d'inflation contenue (1,5 %). Malgré les répercussions de flux massifs d'immigrés du Kosovo, le gouvernement a maintenu les engagements pris, au niveau macroéconomique, avec le FMI, pour la stabilisation des politiques et l'application des réformes économiques.

Dans ce pays, la contribution de l'agriculture au PIB pendant les dernières années varie de 50 à 55 %, tandis que la contribution de l'industrie n'est que de 15 % et que celle du bâtiment et des travaux publics est également faible, à 11 %. Les exportations ont augmenté d'environ 25 % au cours des trois dernières années, les exportations agricoles baissant de 30 % et représentant 10% des exportations totales. Les importations totales ont augmenté dans le même temps de 27 %, les importations agricoles représentant 27 % du total des exportations.

En **Turquie**, après les élections de 1999, le gouvernement a rédigé un programme économique (2000-2001) dont l'objectif est ambitieux : libérer le pays de l'inflation et améliorer les perspectives de croissance du niveau de vie pour toutes les classes de la société.

L'inflation a été de 63 % en 1999. La baisse du PIB a été de 6,4 % en prix constants, par rapport à l'année précédente. La valeur ajoutée du secteur agricole a baissé de 4,6 %, celle du secteur industriel de 5,5 %. La baisse de la valeur ajoutée industrielle en 1999 découle de la baisse de 7,8 % de la production industrielle du secteur privé, alors que le secteur public, qui représente encore un quart de la production industrielle, a connu une augmentation limitée de 0,8 %.

Le taux de croissance de la population est toujours élevé. Il passe de 1,48 à 1,41 %. Le taux de chômage a augmenté en 1999 atteignant 7,2 %. En 1999, environ 89 % des exportations totales concernaient les biens industriels, tandis que 10 % seulement provenaient des produits agricoles. Ainsi, la composition des exportations a été considérablement modifiée ces dernières années. D'autre part, la part des biens de consommation (en général des produits agricoles transformés) dans les importations totales est de 12 %.

A partir du 2^{ème} semestre 1998, l'économie turque a subi une forte récession à cause de la contraction de la demande nationale et étrangère ainsi que du tremblement de terre d'août 1999. Le volume des exportations et des importations a baissé de 1,4 et 11,4 % respectivement en 1999. Du fait d'une demande nationale insuffisante, l'importation de biens intermédiaires, des biens de capital et des biens de consommation a baissé de 10,9 %, 19,5 % et 6,9 % respectivement. Les importations des biens agricoles et transformés ont baissé de 22,3 et 13,1 % respectivement.

4.2 – L'agriculture et l'alimentation dans les économies nationales

Dans les pays de l'Union Européenne, la place relative de l'agriculture en termes d'emploi, comme de valeur ajoutée, poursuit sa décroissance séculaire.

Le **Portugal** constitue en 1999 une exception notable. La croissance considérable du volume de la production agricole cette année (+17,7 %, et +30,6 % pour la production végétale !), et donc de la Valeur Ajoutée du secteur (+28,0 %) a permis à la production agricole du pays de reprendre une tendance positive, après deux années successives de baisses importantes en 1997 et 1998. Elle s'est aussi traduite par une croissance de la part de l'agriculture dans l'économie nationale. Celle-ci s'établit donc en 1999 à 3,4 % du PIB.

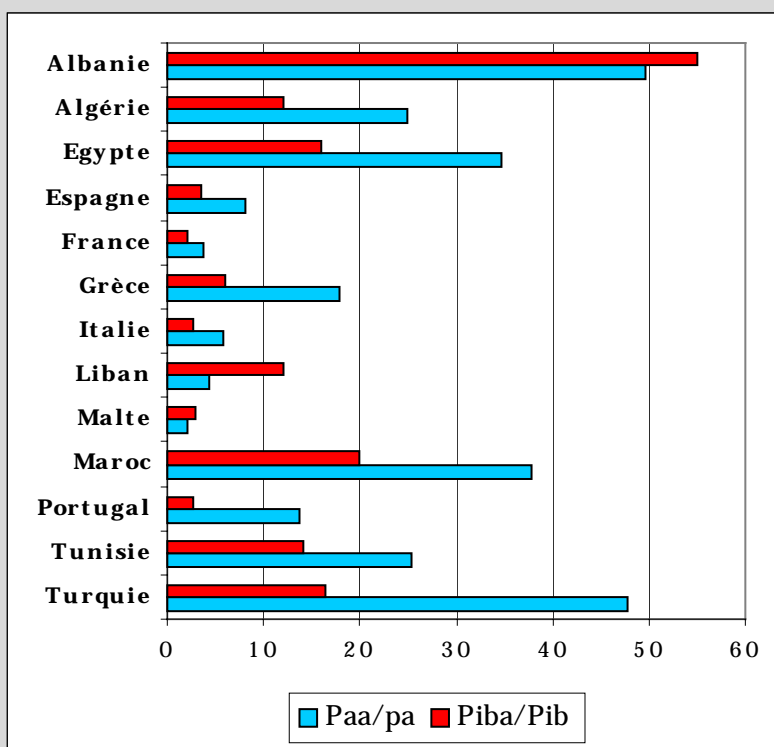
En revanche, au Portugal comme ailleurs, la quantité de travail agricole (exprimée en équivalent-temps plein, c'est-à-dire en UTA)¹¹, continue à se réduire : -2,6 % en 1999, contre -5,7% en 1998. Depuis 10 ans, la baisse a été de 40%, mais l'agriculture représente encore 10,3% de la population active totale (10,8% en 1998), chiffre qui n'est dépassé, dans l'Union Européenne, que par la Grèce. La

¹¹ Au Portugal, l'importance du travail à temps partiel, saisonnier ou effectué par des retraités, est considérable.

productivité du travail reste très faible, si on la compare aux autres pays de l'Union. Cette contraction du travail agricole a été relativement faible en 1999, et il faut relier ce chiffre aux résultats exceptionnels du secteur cette année. Il est à prévoir que la bonne situation générale de l'emploi dans ce pays pourra permettre à des travailleurs agricoles de trouver à s'embaucher dans d'autres secteurs.

Le Portugal est aussi remarquable par l'importance du secteur des IAA, qui représente 2,5% de l'emploi total, mais 5,5% de la valeur ajoutée brute ; il s'agit d'un des secteurs les plus performants de l'économie nationale.

Graphique 4.1 – Population active agricole/Population active totale et Produit Intérieur Brut Agricole/Produit Intérieur Brut Total



En **France**, la place des secteurs agricole et agro-alimentaire suit une évolution conforme aux tendances classiques. La décroissance de la part de l'agriculture se poursuit, en termes d'emploi (l'emploi agricole baisse de 1,9 % en 1999, et ne représente plus que 3,4 % du total des emplois, contre 3,5 % en 1998), comme de

PIB. La baisse conjoncturelle de la valeur ajoutée de l'agriculture en 1999 accentue encore le phénomène (2,5 % du PIB en 1998, 2,3 % seulement en 1999).

En revanche, pour les Industries Agro-Alimentaires, le maintien de la croissance (production en hausse de 1,4 % en 1999) a permis au secteur de maintenir sa place dans l'économie, (2,7 % du PIB) et surtout de créer des emplois. Notons qu'en termes de valeur ajoutée, les IAA ont rattrapé l'agriculture en 1998, et l'ont doublée en 1999. La croissance des exportations se ralentit, mais les deux secteurs représentent toujours une part importante de l'excédent commercial du pays (près de la moitié en 1999).

En **Espagne**, on observe aussi en 1999 la poursuite de cette tendance. Le secteur agricole représente encore 7,5 % des emplois (7,7 % en 1998) ; le chiffre 1999 de la valeur ajoutée n'est pas encore connu précisément ; il devrait être très proche de 3 %, ce qui révèle une productivité du travail en agriculture encore faible. Des études récentes montrent que l'emploi agricole s'est accru dans les régions où l'agriculture est la plus dynamique et compétitive (horticulture, élevage intensif) ; un besoin significatif de main d'œuvre se fait sentir, avec appel à de la main d'œuvre immigrée.

La place des industries agro-alimentaires se maintient dans l'économie espagnole. (2,9 % des emplois, 4,2 % du PIB en 1998). Comme au Portugal, on voit qu'il s'agit là d'un secteur caractérisé par une productivité du travail supérieure à la moyenne des autres secteurs.

En **Italie**, en 1999, le secteur agricole est celui qui a connu le taux de croissance le plus élevé de tous. En prix courants, sa valeur ajoutée s'est accrue de 2,8 %, mais, compte tenu de la baisse des prix agricoles, ce chiffre est de 3,1 % en prix constants.

La production agricole enregistre un accroissement en valeur par rapport à l'année précédente de 0,6 %. Cette augmentation est reliée à la forte croissance de la quantité produite (+3,3 %), associée à la dynamique négative des prix (-2,6 %). La pêche et la sylviculture ne représentent respectivement que 2,8 % et 1,3 % de la production agricole.

L'événement le plus significatif de l'année, dans le secteur de l'agriculture, est la dynamique négative des prix (-2,6 % en moyenne ; seule exception : les pêches +6 %) qui, tout en provoquant la grogne des producteurs, contribue à la réduction de l'inflation. Les termes de l'échange de l'agriculture se sont détériorés (consommations intermédiaires : -0,5 % produits de base : -2,6 %).

Au cours de 1999, les dépenses en consommations intermédiaires ont diminué de -1,1 %, baisse due en partie sans doute aux aides agro-environnementales liées au règlement 2078/92 concernant des pratiques agronomiques éco-compatibles. Il faut ajouter que ces aides particulières au revenu ont connu un accroissement considérable (+41,1 %) cette année.

En conséquence, la valeur ajoutée de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche a augmenté de 1,4 % cette année.

En **Grèce**, l'agriculture revêt encore une très grande importance, même si le rôle relatif du secteur agricole a continué à baisser ces dernières années. La part de l'agriculture dans l'emploi total est d'environ 17 % et elle représente encore 7,9 % du PIB en 1999. Mais, dans beaucoup de préfectures (régions) défavorisées, l'agriculture représente plus de 50 % du PIB et de l'emploi.

En général, le niveau de compétitivité du secteur a suivi une tendance décroissante, ce qui se traduit tant par la stagnation des volumes de production (à l'exception du coton) que par l'évolution défavorable des échanges internationaux de produits agricoles.

L'évolution des deux autres pays du nord est très contrastée. La politique de stabilisation macro-économique de la **Turquie** a induit une récession qui touche également le secteur agricole, alors qu'en Albanie, rigueur et croissance ont pu aller de front, dans un contexte productif il est vrai très différent.

Rappelons qu'en **Albanie**, la valeur ajoutée agricole représente encore plus de la moitié de la création de richesse du pays. Pendant toute la période de transition de l'économie planifiée vers le marché libre, l'agriculture a été « le moteur » de l'économie. L'agriculture a été prioritaire dans les programmes de tous les gouvernements pendant les dix dernières années. Grâce à cela, elle a fourni une grande part des aliments de base pour la population et a absorbé une partie considérable de la main d'œuvre, à peu près 60-70 %, diminuant ainsi les tensions sociales liées avec le chômage. L'emploi agricole représente 64 % de l'emploi total essentiellement dans le secteur privé. Durant les trois dernières années, la production agricole, grâce au processus de privatisation, enregistre un taux de croissance d'environ 5 % en valeur et de 4 % en volume.

En 1999, en **Turquie**, l'agriculture représente 14 % du PIB, et le secteur agricole reste encore un secteur majeur pour l'emploi (45,1 %). Toutefois, la valeur ajoutée en agriculture a enregistré une diminution, aux prix constants, de 4,6 % entre 1998 et 1999 du fait à la fois de la baisse de la production et des prix. On compte encore 4,5 millions d'exploitations, de tailles très hétérogènes.

Le secteur agricole joue un rôle modeste dans le cadre de l'économie de **Malte**. La valeur ajoutée de l'agriculture, qui tend à baisser en termes relatifs, a atteint 2,5 % du PIB total en 1999. De même, la population agricole représente environ 2 % de la population active totale. En valeurs constantes, la valeur ajoutée a subi une baisse de -2,7 % en 1999, après avoir enregistré déjà en 1998 une croissance modeste de 0,2 %. En termes relatifs, on enregistre une faible importance des échanges commerciaux de produits agro-alimentaires : les exportations représentent environ 0,5 % des exportations totales et les importations 3,3 % des importations globales.

Les **pays du sud de la Méditerranée** recèlent une population agricole encore relativement importante par rapport aux pays du nord car dans ces pays, les secteurs autres que l'agriculture ont une faible capacité à absorber une partie de la main d'œuvre agricole. Le Maroc a le pourcentage de population active agricole dans la population active totale le plus élevé de la région (37,7 % en 1998), suivi par l'Égypte (29,1 % en 1999). L'Algérie et la Tunisie enregistrent une baisse de ce pourcentage entre 1998 et 1999 mais conservent un taux élevé en 1999 (respectivement 20,8 et 22 %).

En matière de produit intérieur brut, l'agriculture continue de représenter une part relativement importante dans tous les pays du sud de la Méditerranée, cette part variant suivant les aléas climatiques.

Ainsi, le **Maroc** voit la part de l'agriculture dans le PIB baisser de 16,3 à 13 % du fait d'une récolte médiocre en 1999. Pour la même raison, la même diminution se perçoit en **Algérie**, mais moins accentuée (de 11,1 à 10,6 %). Les meilleures conditions climatiques expliquent le maintien de ce pourcentage entre 1998 et 1999 en **Tunisie**. Quant à **l'Égypte**, la part de l'agriculture dans le PIB diminue légèrement, tombant de 17,3 à 17 % du fait d'une croissance plus forte dans les autres secteurs de l'économie.

Pour ce qui est du commerce extérieur, l'agriculture et l'alimentation occupent une place qui reflète leur importance dans la production et l'emploi. Pour tous les pays, les exportations agricoles forment une part non négligeable, voire décisive, dans les exportations totales, ce qui explique l'irritation de ces pays quand l'Union Européenne leur impose l'exception agricole lors des négociations sur la zone de libre échange.

Il en va ainsi du **Liban**, du **Maroc**, de **l'Égypte** avec respectivement 20, 16 et 10,9 %. Ce pourcentage est plus faible en **Tunisie** (10,1 %) et quasiment nul en Algérie. Pour ce qui est des importations, ce dernier pays est celui qui semble le plus dépendant de l'extérieur, ses importations agricoles et alimentaires formant 29,3 % de ses importations totales en 1999 (pourcentage en baisse par rapport à 1998, du fait d'une certaine restriction des importations). S'ils sont relativement moins dépendants que **l'Algérie**, les autres pays présentent aussi un pourcentage non négligeable d'importations agricoles et alimentaires par rapport aux importations totales : 19 %, 15 %, 11,3 % respectivement pour le **Maroc**, le **Liban** et **l'Égypte**.